



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES
ISSN 0241 0494 Le 01 octobre 2024 N° 509 PRIX : 1 Euro

Face à l'augmentation du coût de la vie, une réaction du monde du travail est nécessaire !



Plusieurs associations, ont appelé à une marche le 13 Septembre 2024 à Abidjan pour protester contre la vie chère et contre les déguerpissements. Elle a été violemment réprimée par les forces de l'ordre.

- **Sommaire au verso**

Sommaire

Éditorial

Face à l'augmentation du coût de la vie, une réaction du monde du travail est nécessaire !

Pages 3 à 6 Côte d'Ivoire :

- ▶ Derrière leurs beaux discours.
- ▶ La société capitaliste ne mérite pas d'exister !
- ▶ CPI, ONU : instruments pour perpétuer la domination impérialiste !
- ▶ Qui a dit que l'argent manque dans ce pays ?
- ▶ La lutte contre la pauvreté a bon dos !
- ▶ Derrière la guéguerre autour de la CEI.
- ▶ Travailleurs en lutte à la tour F du Plateau.
- ▶ Quartiers pauvres de Williamsville, menacés de démolition.
- ▶ Contre le poison de l'ethnisme et de la xénophobie, opposons la conscience de classe des prolétaires !

Pages 7-8 Sénégal :

- ▶ Le pouvoir a changé de main mais la vie chère continue.
- ▶ Ils combattent les migrants mais pas la misère.

Pages 9-10 : international :
Après la destruction de Gaza, celle du Liban. Et ensuite ?

Abonnement

France : (en éco-pli)
12 numéros : 25 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays : nous consulter.

Adresse
Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:
www.uatci.org

Éditorial

FACE À L'AUGMENTATION DU COÛT DE LA VIE, UNE RÉACTION DU MONDE DU TRAVAIL EST NÉCESSAIRE !

La récente tentative de marche contre la vie chère initiée par le mouvement Agir pour le peuple (AGIP) a été violemment réprimée par les forces de l'ordre. Les organisateurs entendaient protester contre la hausse croissante du coût de la vie ainsi que les déguerpissements sans précédent entrepris cette année par le gouvernement qui n'hésite pas à jeter des familles entières à la rue. Il a suffi d'un appel à manifester pour mettre en branle les autorités qui ont multiplié menaces et intimidations, avant d'interdire finalement la marche.

Malgré tout, des dizaines de personnes se sont quand même rassemblées et ont manifesté. Elles ont été aussitôt dispersées à coups de gaz lacrymogène. Une trentaine de manifestants ont été arrêtés dont 16 condamnés à 6 mois de prison ferme pour « trouble à l'ordre public ».

Malgré la richesse qui s'étale au grand jour dans ce pays, les travailleurs et les populations pauvres vivent dans la misère. Ils sont écrasés par la hausse continue du coût de la vie et vivent avec l'angoisse persistante d'être chassés de leurs habitations car les autorités ont décidé de raser leurs quartiers et de céder le terrain à des promoteurs immobiliers attirés par les profits importants qu'ils peuvent en tirer.

Dans les usines et sur les chantiers, les capitalistes continuent à serrer la vis aux travailleurs. Les conditions de travail se dégradent, les cadences sont en augmentation, la production journalière exigée est plus élevée.

C'est nous les travailleurs qui sommes à la base de toutes les richesses. Sans nous, aucune usine ne pourrait tourner, aucun chantier ne pourrait sortir de terre. Mais nous ne profitons pas des richesses que nous produisons. Elles sont accaparées par cette bourgeoisie parasite.

Pour défendre nos intérêts, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. Notre force réside dans notre nombre et notre position centrale dans l'économie. Si la classe ouvrière parvient à prendre conscience de cette force et s'organise dans ce sens, elle pourra alors imposer au patronat et au gouvernement des augmentations conséquentes de salaire et son indexation sur le coût de la vie !

Côte d'Ivoire

DERRIÈRE LEURS BEAUX DISCOURS

Lors d'une émission de télévision, un député du Rhdp, le parti au pouvoir, a dévoilé avoir remis au dirigeant du FPI, Pascal Affi N'Guessan, la somme de 100 millions de Francs au nom de son parti. Cette affaire de gros sous étalée au grand jour a une odeur de règlement de compte entre appareils politiques, surtout en cette période où chacun avance ses pions pour être le mieux placé lors des prochaines élections.

Jusqu'à là, le FPI se présentait comme un allié du Rhdp, mais Pascal Affi N'Guessan n'a manifestement pas trouvé son compte dans cette alliance, notamment en termes de positionnement à la mangeoire gouvernementale. Du coup, il a commencé à faire de l'œil au Pdcj dirigé par l'ex-banquier Tidjane Thiam, peut-être pour faire monter les enchères ? C'est suite à cette volte-face que le Rhdp a dévoilé

cette histoire d'argent pour le mettre mal à l'aise.

Dans cette société où l'argent est roi, il est courant de voir un dirigeant d'un parti politique bourgeois proposer ses services à un autre parti, moyennant une contrepartie. C'est aussi de cette façon que la grande bourgeoisie achète des dirigeants politiques ainsi que des notables pour défendre ses intérêts. Tout étant une question de prix ! Par contre, là où les choses se corsent pour Affi N'Guessan, c'est qu'il semble avoir « oublié » de déclarer ces 100 millions aux instances dirigeantes de son propre parti.

Cette affaire de gros sous montre une fois de plus que les politiciens de la bourgeoisie sont vraiment des rapaces, à l'image de leurs commanditaires capitalistes qui s'enrichissent de l'exploitation des travailleurs.

LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE NE MÉRITE PAS D'EXISTER !

La FAO (agence des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) et le gouvernement ivoirien lancent en octobre prochain « l'Initiative Main dans la Main » (MdM) pour, disent-ils, « éradiquer la pauvreté, en éliminant la faim et la malnutrition ». Ils se paient de mots !

Voilà un pays avec des terres cultivables et fertiles : premier producteur de cacao, de noix de cajou, gros producteur d'hévéa, de palmier à huile, de coton, etc. Pourtant, en ville, comme à la campagne, la faim et la malnutrition sévissent dans de nombreuses familles pauvres pendant que la bourgeoisie s'en met plein les poches en produisant des cultures de rente au détriment de cultures vivrières utiles à la population.

Une des conséquences désastreuses de cette logique capitaliste, c'est que le pays doit importer du riz venant de l'autre bout du monde alors que c'est un aliment de base qu'on peut cultiver localement et en quantité suffisante pour satisfaire les besoins de la population. C'est la même chose pour le poisson : la Côte d'Ivoire est l'un des premiers pays exportateurs de thon dans le monde et elle importe du poisson d'élevage venant de Chine, destiné à la consommation des populations pauvres.

Alors, il n'y a rien de bon à attendre de ces prétendus « éradicateurs de la pauvreté » qui ne sont que des complices des affameurs de peuples !

CPI, ONU : INSTRUMENTS POUR PERPÉTUER LA DOMINATION IMPÉRIALISTE !

La Cour pénale internationale (CPI) nous apprend qu'elle fermera son bureau en Côte d'Ivoire en 2025. Le porte-parole du gouvernement s'est dit « *réjoui* » de cette décision car, dit-il, « *cela montre bien que nos juridictions nationales marchent bien et ont pris la place* ».

Contrairement à ce que les dirigeants de la CPI laissent entendre, la présence de cette institution internationale dans un pays n'a jamais empêché les crimes d'État et les barbaries de toutes sortes. Pas plus qu'elle n'a été capable d'empêcher les bombardements de l'armée israélienne à Gaza et au Liban malgré les déclarations du Secrétaire Général de l'ONU. Tout comme la présence des troupes de l'ONUCI n'a pas empêché les massacres, notamment lors de la crise postélectorale de 2010-2011 en Côte d'Ivoire.

Demain, avec ou sans la présence de la CPI, les mêmes massacres peuvent recommencer en Côte d'Ivoire à l'occasion des

prochaines élections. Les dirigeants des partis politiques en compétition pour accéder aux postes clés de l'État, surtout aux caisses de l'État, n'hésiteront pas à plonger de nouveau ce pays dans la barbarie pour assouvir leurs ambitions. La CPI et l'ONU ne feront qu'exécuter les ordres des puissances impérialistes, à commencer par ceux des États-Unis.



6 janvier 2017. Un convoi de Casques bleus aux alentours de la ville de Bouake en Côte d'Ivoire. (Photo Reuters)

QUI A DIT QUE L'ARGENT MANQUE DANS CE PAYS ?

Le président de la CEI (Commission Électorale Indépendante), à savoir, Ibrahim Coulibaly-Kuibiart et quelques uns de ses sous-fifres, ont rencontré la diaspora ivoirienne à Paris, le samedi 21 septembre 2024, pour « *s'entretenir sur le processus électoral* ». De là, ils devaient ensuite se rendre à Lyon, Rennes et Orléans, des grandes villes de France.

On apprend également que depuis le 12 septembre 2024, plusieurs commissaires de la CEI sont en mission dans 21 pays à travers le monde avec la même « *feuille de route* » : entre autres, manger, boire, faire du tourisme, aux frais du contribuable ! Et dire que ce ne sont là que de petites mains !

LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ A BON DOS !

Ce gouvernement qui s'est distingué plusieurs fois par ses opérations musclées contre les populations pauvres, se vante de la nomination d'une ministre de la « Cohésion sociale, de la Solidarité et de la Lutte contre la pauvreté ». Sans blague ! Et quand il annonce qu'il veut « une redistribution équitable des fruits de la croissance économique », il se fiche vraiment de nous ! Il dit qu'il a alloué un budget de 121 milliards de F Cfa pour venir en aide à

30.000 ménages et qu'il leur sera versé une somme de 12.000 Francs par mois durant trois ans. D'une part, cela reste à prouver et d'autre part, il n'y a pas que 30.000 ménages qui sont en situation de détresse dans ce pays.

Il faudra demander aux ministres milliardaires de ce gouvernement s'ils peuvent se contenter de 12.000 Francs de revenu mensuel pour vivre.

De plus, rien ne garantit que ces 121 milliards aillent dans la poche des destinataires annoncés par les autorités. Quand on connaît le mépris des dirigeants de ce pays envers les populations pauvres,

on a intérêt à se méfier de leur prétendue générosité ! Ce qui est sûr c'est que ces milliards ne seront pas perdus pour tout le monde !

DERRIÈRE LA GUÉGUERRE AUTOUR DE LA CEI

Des partis d'opposition ont signé un document commun pour demander une révision de la CEI (Commission Électorale Indépendante) et leur implication dans la préparation de l'élection présidentielle de 2025 et aussi des autres élections qui suivront en 2026.

Selon Simone Ehivet Gbagbo, membre de cette coalition dont fait également partie le Pdc, le système mis en place par le parti

au pouvoir "ne peut aucunement garantir la paix dans notre pays".

Quand on connaît les enjeux de ces futures élections, à savoir l'accès à la mangeoire gouvernementale, à des postes les plus lucratifs, à d'innombrables privilèges et aux passe-droits, on comprend un peu mieux les tiraillements autour de la désignation des membres de la CEI.

TRAVAILLEURS EN LUTTE À LA TOUR F DU PLATEAU

Pour la construction de la Tour F au Plateau, l'État a confié ce contrat juteux de plus 250 milliards de francs CFA à l'entreprise PFO. Pour ne pas embaucher et réaliser le maximum de profit sur le dos des travailleurs, cette entreprise confie les travaux à une myriade de sous-traitants, lesquels ramassent à leur tour du profit sur le dos des travailleurs journaliers travaillant 24 heures sur 24, dans des conditions d'exploitation maximum et sous la menace permanente d'être jetés à la rue selon l'humeur des patrons.

En plus de tout cela, les travailleurs sont contraints d'effectuer une heure supplémentaire chaque jour sans être rémunérés. À la moindre revendication, ils reçoivent des intimidations et des menaces de renvoi. Tout récemment, des ouvriers d'un sous-traitant chargé des échafaudages, ont exprimé leurs revendications. Aussitôt, la direction a annoncé le renvoi de 12 travailleurs qualifiés de meneurs. À l'annonce de cette nouvelle, l'équipe de nuit a refusé de reprendre le travail. Du coup, tard dans la nuit, la direction a fait marche arrière et annoncé l'annulation des licenciements si les travailleurs reprenaient immédiatement le travail. Ceux-ci ont répondu que sans la réintégration

effective de leurs camarades ils ne reprendront pas le travail. Et c'est une fois que cela fut vérifié que le travail a repris la nuit suivante.

Les revendications exprimées par ces travailleurs ont circulé sur tout le chantier. La prochaine étape pour les ouvriers de ce gros chantier, c'est de ne pas se laisser diviser secteur par secteur, sous-traitant par sous-traitant, mais de s'organiser tous ensemble, l'union faisant la force !



Le 25 juillet 2024. Des travailleurs de la construction de la tour F à Abidjan dans la Cité administrative du Plateau, sont en grève et manifestent devant le siège de la société Besix CI.

LES QUARTIERS PAUVRES DE WILLIAMSVILLE MENACÉS DE DÉMOLITION !

Le district d'Abidjan a l'intention de raser une bonne partie de Williamsville. Elle a mis en demeure à travers un communiqué tous les riverains du cimetière de Williamsville, dans un rayon de 500 m.

Ce sont des milliers de personnes qui se trouveront sans un toit, si cette mesure est mise en application. Comme à leur habitude, les autorités n'ont prévu aucune construction pour reloger ces populations

pauvres. Elles ont déjà montré plusieurs fois tout le mépris qu'elles ont envers les plus démunis. Sous le couvert de lutter contre le « désordre urbain » les plus pauvres sont dépossédés et chassés brutalement, souvent au profit de promoteurs immobiliers. Ceux-ci accaparent les espaces ainsi libérés pour y construire ce qui leur rapportera le plus d'argent.

CONTRE LE POISON DE L'ETHNISME ET DE LA XÉNOPHOBIE, OPPOSONS LA CONSCIENCE DE CLASSE DES PROLÉTAIRES !

Récemment un conflit interethnique a secoué la localité de Gboguhé dans la région de Daloa. À l'origine de l'affrontement, une histoire de dos-d'âne pour ralentir la circulation et prévenir d'éventuels accidents. L'une des parties a estimé que les dos-d'âne construits par l'autre partie sur la voie publique étaient trop hauts et qu'il fallait les réduire. Ça a suffi pour provoquer des affrontements entre communautés Dioulas et Bétés.

Ensuite, à Bogouiné, dans la région de Logoualé dans l'ouest montagneux, c'est un différend foncier qui a mis le feu aux poudres entre communautés Yacouba et Burkinabé. Il a fallu une intervention massive des forces de l'ordre pour calmer la situation. Toujours est-il que le bilan est d'un mort.

À l'approche de l'élection présidentielle, il faut s'attendre à une recrudescence de ce genre de conflits intercommunautaires. Ce n'est ni un hasard ni une fatalité. Depuis des décennies, les politiciens, dans leur course pour accéder à la mangeoire, ont pris l'habitude de dresser, en toute impunité, les populations les unes contre les

autres pour se faire élire sur une base ethnique, religieuse, régionale ou autres.

Aujourd'hui dans les usines ou sur les chantiers, on continue encore à travailler côte à côte, on se parle et on se comprend entre travailleurs, Ivoirien ou pas, de telle ou telle ethnie ou de religion, et c'est tant mieux ! Mais si demain ces divisions se généralisaient dans nos lieux de travail et dans nos quartiers, c'est l'ensemble de la classe ouvrière qui serait affaiblie, incapable de défendre ses intérêts face aux capitalistes qui les exploitent à mort.

Ne nous trompons pas d'ennemis. Nos ennemis ne sont pas nos frères, les travailleurs et les pauvres d'une autre ethnie ou d'une autre nationalité. Ce sont les riches, les grands bourgeois, les patrons et le gouvernement qui est à leur service. C'est contre eux qu'il faut orienter notre colère et notre énergie. Et en le faisant au nom de nos revendications, au nom de notre droit à un salaire correct, à des logements décents, à une vie digne, nous nous retrouverons tout naturellement côte à côte dans le combat, avec tous ceux qui vivent la même vie que nous.

Les prolétaires n'ont pas de patrie

Sénégal

LE POUVOIR A CHANGÉ DE MAIN MAIS LA VIE CHÈRE CONTINUE

Le sujet qui préoccupe la grande majorité des habitants dans les quartiers populaires c'est celui de la vie chère. Le prix des denrées ne cesse de grimper et cela dure depuis des années malgré les promesses faites par les gouvernements successifs. L'ancien président Macky Sall avait promis de baisser les loyers et les prix des denrées comme l'huile, le sucre, le riz et autres, mais il a menti car les prix ont continué d'augmenter.

Quand les gens ont commencé à protester, Macky Sall a tenté de faire porter le chapeau aux petits commerçants qu'il a accusés de ne pas respecter ses consignes. Mais comment les petits commerçants auraient-ils pu vendre leurs produits à perte alors que les grossistes chez qui ils s'approvisionnaient, ne diminuaient pas leurs prix ? En fait, Macky Sall avait délibérément laissé les grossistes agir comme bon leur semblait car il ne voulait pas toucher à leurs marges bénéficiaires.

En plus des denrées alimentaires, le prix du loyer, l'eau, l'électricité, le transport ont continué à grimper tandis que les salaires n'ont pas bougé. Le Pastef, parti d'Ousmane Sonko et de l'actuel président Diomaye Faye qui était alors dans l'opposition, a profité du climat de contestation, notamment dans le milieu de la jeunesse populaire victime du chômage, pour propager sa propre démagogie et promettre un « vrai changement » pour la population. Le Pastef a gagné l'élection présidentielle de mars 2024 malgré les embuches dressées par Macky Sall pour disqualifier son premier candidat Sonko.

Depuis six mois, Diomaye Faye et Ousmane Sonko sont tous deux au pouvoir, l'un président et l'autre Premier ministre, mais la lutte contre la vie chère qu'ils promettaient quand ils étaient opposants a été repoussée aux calendes grecques. Les caisses de l'État, disent-ils, ont été

dilapidées par ceux qui ont exercé le pouvoir avant eux. « Nous étions loin de nous imaginer que les choses étaient aussi catastrophiques », a déclaré récemment le Premier ministre en ajoutant qu'il y a eu un « endettement effréné » de l'État, une « corruption généralisée » et des « détournements en masses des deniers publics ».

Ils veulent faire patienter la population jusqu'à quand ? Qu'est ce qui les empêche d'obliger le patronat à augmenter immédiatement le salaire des travailleurs, même s'il y a des trous dans les caisses de l'État ? Qu'est-ce qui les empêche de baisser les loyers pour ceux qui ont des revenus modestes ? Pourquoi y a-t-il tant de coupures d'eau et d'électricité, surtout dans les quartiers populaires ? Ce ne sont pas les moyens financiers et humains qui font défaut pour faire fonctionner correctement les services vitaux pour la population. La vérité est que ces questions n'ont jamais fait partie des priorités des dirigeants d'hier et d'aujourd'hui. Leur préoccupation principale reste la même, celle de diriger le pays au profit des classes possédantes, leur permettre de continuer à s'enrichir sur les dos des travailleurs et des populations pauvres. Ceux-ci ne peuvent compter que sur leurs mobilisations sur leurs lieux de travail et dans la rue pour améliorer leurs conditions d'existence.



Quand l'eau est coupée dans un quartier populaire de Dakar, les habitants sont obligés de se déplacer avec leurs bidons jusqu'à une borne-fontaine ou un camion citerne.

ILS COMBATTENT LES MIGRANTS MAIS PAS LA MISÈRE !

Lorsque l'actuel président sénégalais Bassirou Diomaye Faye était encore dans l'opposition, il répétait à chaque discours de campagne électorale que s'il était élu il y aurait une « rupture systémique » avec le passé, « un avant et un après », notamment pour les jeunes qui, déplorait-il, « au cours de leur pérégrination, perdent leur vie, par milliers, dans le désert ou dans les eaux marines ». Il fustigeait « les échecs des politiques des gouvernements successifs qui, depuis l'indépendance jusqu'à nos jours, ont gravement englué notre peuple dans la misère et la pauvreté endémique », etc.

Six mois après son élection, la population des quartiers populaires constate surtout la continuité de la misère, du chômage, de la cherté de vie, des bas salaires, accompagnés du même mépris à leur égard.

Les jeunes chômeurs, poussés par la misère et le chômage de masse, continuent de risquer leur vie en traversant la mer à bord d'embarcations de fortune pour tenter leur chance dans les pays riches.

Diomaye Faye déplore le drame des naufragés mais il s'en prend aux parents qui, selon lui, pousseraient leurs enfants à risquer leur vie dans la migration clandestine. Mais qu'a fait l'État sénégalais pour venir en aide à ces enfants et parents qui tentent de survivre, à part leur faire de la morale et les indexer comme des délinquants ?

Comme ses prédécesseurs, Diomaye Faye a déployé l'armée le long des côtes pour arrêter et sanctionner les candidats au départ, sous prétexte de « lutte contre le trafic de migrants ».

Cette politique répressive ne dissuade pas les candidats au départ mais au contraire

augmente les risques de naufrage car ceux qui partent sont obligés d'en prendre plus pour échapper à la surveillance des militaires.

En faisant ce genre de démonstration musclée, Diomaye Faye veut surtout envoyer un message aux dirigeants européens et leur montrer qu'ils peuvent compter sur sa collaboration pour les aider à refouler les migrants. C'est aussi une confirmation de la continuité de l'État sénégalais dans son alignement à l'ordre impérialiste mondial. Cela permettra peut-être au gouvernement sénégalais de recevoir quelques miettes de la part des États européens et d'autres États riches du monde, mais cela ne changera rien au sort de la grande majorité de la population qui continuera de vivre dans la misère.

Le flux de migration des pays pauvres vers les pays riches est une des multiples conséquences du pillage des richesses naturelles et de l'exploitation des populations pauvres par les puissances capitalistes. Tant que les travailleurs, de part le monde, n'auront pas mis fin à ce système capitaliste, l'humanité ne sera jamais débarrassée de la misère, de l'oppression et des guerres.



Arrestation de migrants en avril 2023, sous la présidence de Macky Sall. Cela continue sous Diomaye Faye.

International

APRÈS LA DESTRUCTION DE GAZA, CELLE DU LIBAN. ET ENSUITE ?

Nous reproduisons ci-dessous un article daté du 30/09/2024, publié en France par nos camarades de Lutte Ouvrière.

Depuis le massacre perpétré par le Hamas le 7 octobre, il y a un an, les dirigeants israéliens se sentent tout permis.

Des tapis de bombes ont réduit la bande de Gaza en champ de ruines, tuant plus de 40 000, hommes, femmes et enfants, et infligeant des souffrances infinies aux survivants. En Cisjordanie, les descentes de l'armée israélienne et des milices d'extrême droite ont fait près de 600 morts.

L'armée israélienne s'est permis de frapper et de tuer en Syrie, au Yémen et en Iran. Et depuis vendredi, elle s'est lancée dans la guerre totale contre le Hezbollah, pilonnant le Liban sans relâche transformant des quartiers, des villages et des régions entières en montagnes de gravats.

Oui, les dirigeants israéliens s'octroient tous les droits. Netanyahu s'est même payé le luxe de lancer l'opération qui a tué Hassan Nasrallah depuis l'enceinte de l'ONU à New York !

Pourquoi se gênerait-il ? Les États-Unis et, derrière eux, les grandes puissances européennes le soutiennent inconditionnellement. Ils l'ont certes appelé à la retenue et parlent régulièrement d'un cessez-le-feu. Mais ils n'ont jamais cessé leurs livraisons d'armes.

Biden comme Kamala Harris ont félicité Netanyahu pour l'assassinat de Hassan Nasrallah, déclarant que c'était « une mesure de justice ». Comment parler de « justice » quand une bombe d'une tonne explose au milieu d'un quartier d'habitations, faisant des centaines de victimes, hommes, femmes, enfants ?

Il y a une expression et une seule pour désigner les agissements d'Israël au Liban

et à Gaza : le terrorisme d'État. Et ce terrorisme ne diffère de celui du Hamas ou du Hezbollah que par les moyens plus importants dont il dispose, ceux d'un État surarmé qui a la bénédiction ouverte ou tacite des grandes puissances.

Quand les dirigeants sionistes ont décidé de construire un État confessionnel juif sur une terre habitée par les Palestiniens, ils ont condamné les Israéliens à une guerre sans fin. D'opprimé, le peuple d'Israël s'est transformé en une force d'oppression. Et au fil du temps, l'État d'Israël est devenu le bras armé le plus fiable et le plus aguerrri de l'impérialisme, chargé de tenir en respect les régimes jugés trop indépendants par les États-Unis, comme l'Iran.

Aujourd'hui, l'ordre impérialiste au Moyen-Orient se confond avec le terrorisme d'État israélien et sa politique d'expansion, de colonisation, d'annexions. Mais c'est ce même ordre impérialiste qui a détruit l'Irak et décomposé la Syrie. C'est cet ordre impérialiste qui a plongé les peuples de toute la région dans des crises sociales et politiques infinies.

Les Libanais en savent quelque chose ! Les frontières de leur pays ont été tracées par la France coloniale qui l'a artificiellement séparé de la Syrie. Son système politique basé sur les divisions communautaires a été, lui aussi, conçu par les puissances coloniales pour affaiblir le futur État et le maintenir sous leur dépendance.

La population libanaise, dont une fraction est constituée de réfugiés palestiniens, a payé ces calculs de quinze années de guerre civile de 1975 à 1990. Car le Liban est devenu une arène dans laquelle toutes les puissances de la région s'affrontent,

soutenant chacune telle ou telle milice confessionnelle.

Des Libanais disent leur désarroi d'être les éternels otages d'une guerre qui n'est pas la leur. En fait, c'est le cas de tous les peuples de la région.

Car ce qui se joue dans ces affrontements, et ce qui oppose Israël aux Palestiniens, n'est pas une guerre entre Juifs et Musulmans. C'est de savoir qui continuera de dominer cette région. Qui profitera du pétrole et à quelle condition, et qui contrôlera le commerce maritime qui passe par le détroit d'Ormuz et le canal de Suez.

C'est la préoccupation des puissances impérialistes, et c'est aussi celle de l'Iran et des partis nationalistes comme le Hamas et le Hezbollah. Car, ils l'ont montré au pouvoir, leur problème n'est pas de sortir leurs peuples de la pauvreté. En participant, eux aussi, à l'engrenage guerrier, ils ne visent qu'à récupérer une

plus grosse part du butin et à profiter de ce même système d'exploitation et de pillage.

Il faut sortir de l'impasse sanglante qu'est le nationalisme et chercher à se construire un avenir commun. Cela ne se fera qu'au travers de la volonté des travailleurs et des opprimés de tous les pays de s'unir par-delà les frontières et les nationalités pour renverser l'impérialisme et la classe capitaliste qui en est à la tête. Ce combat commence, bien sûr, dans notre propre pays.



Des secouristes déblaient les décombres sur le site de la frappe israélienne dans la banlieue sud de Beyrouth, le 21 septembre 2024. (Photo AP)



Ce que nous voulons

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.